



BILLET DU MOIS

LA DEMARCHE COMMUNAUTAIRE

D'une façon générale, on peut définir un processus communautaire par la perception de l'existence d'un problème collectif commun à un ensemble de personnes. Il est commun parce qu'il trouve ses racines dans un problème structurel ou d'organisation collective.

Le problème est extérieur à chaque individu qui peut le vivre de façon différente et le groupe organisé ou non de façon anticipée se constitue pour répondre à ce problème.

Il faut souvent partir des problèmes personnels de chaque individu et repérer dans ses difficultés personnelles ce qui fait partie du champ commun, structurel et organisationnel du groupe. La démarche communautaire s'appuie sur ce qu'on appelle l'empowerment, l'émergence des capacités ; elle va permettre à chacun grâce au groupe de pouvoir retrouver des capacités et de pouvoir les exprimer.

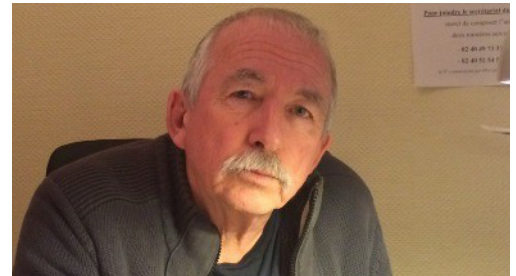
Alors, comment mettre en œuvre ce type de programme ?

Dans une dynamique ascendante, un groupe de personnes se réunit et de façon isolée, autonome réfléchit à ses propres difficultés et, sur des problématiques communes va se mettre en marche pour y apporter une réponse.

Dans une dynamique descendante primitive, par exemple, nous avons initialisé un travail communautaire sans que les personnes détenues soient demandeuses. Il s'agit dès lors pour retrouver la dynamique ascendante, de faire prendre conscience (des mécanismes, des contraintes, de l'implication qui pèsent sur eux, de leur pouvoir...) à cette population de la nature collective de ses problèmes avant ou pendant que l'on imagine avec elle les ou des solutions collectives qui en découlent. La grande difficulté est alors de ne pas rester dans une sorte de « cahier de doléance » et de réduire le groupe à une somme d'identités négatives.

Un programme communautaire ne repose pas sur une définition d'une population à problèmes mais bien plus sur la conviction que cette population dispose de qualités et de ressources qu'il faut encourager. Notre approche pragmatique est surtout créatrice d'un lien de confiance et protectrice de la parole.

Lien de confiance : il se crée dans un travail de proximité sans jugement où nous abandonnons pendant un temps notre qualité de professionnels. Il est sous tendu par la recherche d'égalité de la



la place de chacun des participants pour assurer la reconnaissance de la force du travail commun d'une part et recherche une équité dans les réponses proposées. Cette posture est fondatrice du lien.

Ainsi, quelques soient les personnes concernées, il se crée progressivement l'espace qui permet l'émergence de la parole.

Protectrice de la parole : celle-ci libérée, protégée, respectée voire sanctuarisée permet à ces hommes et ces femmes de retrouver une dignité, de réfléchir, proposer et concevoir.

Pour le programme des travailleurs du sexe, nous sommes partis d'un programme participatif, quand il a été monté en 2000. Il était descendant, nous entendions leur problématique et nous tâchions d'y répondre avec eux mais on y répondait à notre façon et c'était encore très asymétrique. Dans le cadre du transfert nous tendons vers une démarche communautaire. Accueil et expression sans jugement, médiateur de la parole, facilitateur de l'échange sans abandonner notre savoir et notre expertise pour qu'elle serve à soutenir, recentrer, proposer tel ou tel axe que le groupe.

●●● recentrer, proposer tel ou tel axe que le groupe n'aurait pas identifié comme utile ou faisable, garant de la confidentialité de la parole, travail en co-instrumentalisation.

A l'opposé notre présence peut permettre de signifier au groupe le côté irréalisable, inaccessible ou trop ambitieux de leur proposition.

Médecins du Monde se pose comme acteur du changement. La démarche communautaire est sans doute le moyen le plus cohérent pour vectoriser ce changement social.

**Paul Bolo, Responsable Mission
Programme auprès des personnes
proposant des services sexuels tarifés et
Programme en milieu carcéral**

CELLULE D'URGENCE AMDM

La cellule urgence de MdM fait paraître tous les mois une newsletter qui présente les activités de la cellule ainsi que les lieux d'interventions, le parcours des personnes qui la compose...

Celle de février est disponible sur l'intranet de Médecins du Monde. Pour les bénévoles qui souhaiteraient y avoir accès, voici les informations nécessaires.

Adresse : intranet.medecinsdumonde.net
Identifiant : benevole@medecinsdumonde.net
Mot de passe : Bene.mdm

Vous trouverez dans cette newsletter de février les chiffres de l'année 2015, un focus sur les activités au Yémen, un point sur les missions où sont affectées les personnes et une rapide présentation d'un livre de Yann Arthus Bertrand. Bonne lecture !

DEBAT SUR LA SANTE COMMUNAUTAIRE

Lors de l'assemblée régionale du 20 février 2016, François Berdougo animait un débat sur la santé communautaire. Retour sur quelques idées abordées.

La promotion de la santé est une démarche globale induisant la nécessité d'une analyse et d'une évaluation dans de multiples domaines, et prend en compte le bien-être physique, psychique et social d'un individu ou d'un groupe de personnes. L'évaluation et les actions sont une réponse aux problèmes de santé des personnes, elle se réalise dans le cadre d'une alliance, elle doit impliquer dans la réflexion et l'appropriation la personne ou le groupe en difficulté. Il ne s'agit pas de plaquer une solution toute faite ; ce n'est pas imposer une action ou un processus.

L'action est la source d'un plaidoyer, il y a lieu de faire évoluer la société civile. Le plaidoyer doit modifier le regard de la société civile sur les déterminants sociaux, politiques, économiques de la santé.

La communication ou la représentation ne repose pas sur un individu (sur une histoire personnelle), elle doit passer du JE au NOUS.

L'accompagnement par MdM des bénéficiaires doit nous inciter, et faciliter l'émergence du collectif, du communautaire ; il s'agit là d'un accompagnement éducatif, de formation d'un groupe à agir collectivement et autonome en lien avec la société civile.

MdM apporte une expertise, des moyens, mais ne doit pas se substituer et agir à la place.

L'autonomie des groupes sur des problématiques de santé communautaire est une volonté stratégique et politique de MdM.

Philippe Bourasseau, bénévole à Angers

IRÈNE EN RUSSIE : RENCONTRE AVEC UN GROUPE DE SEX WORK

De retour de Russie où elle a participé à un temps d'échanges sur le travail du sexe avec les programmes de MdM et les associations partenaires, Irène Aboudaram, coordinatrice à MdM Nantes sur le programme PPSST, nous raconte. Entretien.

En quoi MdM est utile pour la création de ce programme ?

La construction de ce programme nécessite les compétences de chacun : MdM sur la santé et les associations sur l'expérience du vécu et leurs connaissances sur la situation du sex working dans leur pays notamment.

Maiwenn Henriquet, intervenante santé à Nantes est déjà allée leur rendre visite à deux reprises et en février 2015, les deux associations russes sont venues à Nantes.

Dans quel cadre es-tu partie en Russie ?

Depuis un an et demi, MdM Nantes participe à la réflexion de MdM Moscou et de deux associations partenaires russes Silver rose (association de travailleuses du sexe) et Shagi (association de personnes vivant avec le VIH) dans la mise en place d'un programme de santé avec les travailleurs/euses du sexe de Moscou.



Photo prise en février 2015, lors de la venue des associations à Nantes

En février 2016, ce fut au tour d'Irène Aboudaram, accompagnée de Sarah Marie Maffessoli, en charge du programme violence à Paris, de faire le voyage afin d'aborder la question de la violence et de la démarche communautaire. La démarche communautaire est une notion importante à MdM. Le principe est de construire les programmes avec les personnes et de militer pour que les personnes directement concernées soient impliquées dans la définition des politiques de santé qui les concernent. Il s'agit d'impliquer les personnes côtoyées dans les politiques de santé qui les concernent, en l'occurrence, les travailleurs du sexe.

LESELECTIONS REGIONALES

Les élections régionales se sont tenues le 20 février, afin d'élire le nouveau collège de la délégation. Sylvie Chapelais, Nolwenn Perriat, Françoise Fihey, Morgan Houguet, Mehdi Lahmar, Dorinela Lucas et Dominique Martin composent notre nouveau collège.

Sylvie Chapelais reste notre déléguée régionale pour un second mandat. Infirmière diplômée d'Etat, Sylvie a exercé durant de nombreuses années au CHU de Nantes. Elle a rejoint MdM dans le rang des bénévoles en 2006. Son parcours au sein de la délégation est varié : Sylvie est passée par le CASO puis la mission auprès des Roms d'abord comme bénévole puis en tant que RM.

Ancienne salariée au service communication au siège à Paris, Nolwenn Perriat est secrétaire régionale. Nolwenn a déjà fait ses preuves en mettant en valeur le travail de MdM auprès du grand public et en participant à une bonne communication entre les différents acteurs de la délégation.

Nouveau mandat pour Françoise Fihey, notre trésorière régionale. Bénévole depuis 2006, Françoise a travaillé auprès des populations Roms, a repris en parallèle la responsabilité du CASO jusqu'en juin 2015.

Morgan Houguet, Mehdi Lahmar, Dorinela Lucas et Dominique Martin leur apporteront leur soutien. Morgan fait partie de MdM depuis cinq ans. Il a œuvré auprès du programme bidonvilles pour être jusqu'à aujourd'hui bénévole du programme en milieu carcéral. Mehdi, quant à lui, est bénévole depuis 2007 au sein du programme de Réduction des Risques auprès des personnes se prostituant à Nantes. C'est son second mandat au collège. Dorinela est actuellement bénévole au CASO d'Angers. Elle exerce depuis 2005 auprès des publics en situation de précarité.

Enfin, Dominique en est à son troisième mandat. Retraitée, elle était psychologue. Depuis 2008, elle a été bénévole à la mission adoption, et au CASO. Elle est maintenant auprès des MIE et du nouveau CAO.A.



BIENVENUE A DEBORAH

Déborah Gagon sera en stage à MdM Nantes pour six mois, en tant qu'assistante du projet Migration-Droit-Santé/CAOA.

Déborah est actuellement en Master 2 Actions en Santé Publique à Lyon. Déborah additionne de nombreuses expériences dans les associations humanitaires, à savoir Déborah a par exemple été Assistante chargée du projet «Accès Financier aux Services de Réadaptation (AFSR) dans les pays en développement à Handicap International et web ambassadrice pour Care France.

Bienvenue Déborah !

BANQUE ALIMENTAIRE

Comme chaque année, des bénévoles de la délégation viennent prêter main forte à la banque alimentaire du 44.

Une fois encore, un appel à donner un coup de main est lancé pour le tri des 1 et 2 avril 2016. Intéressés, veuillez vous inscrire auprès de Corinne.

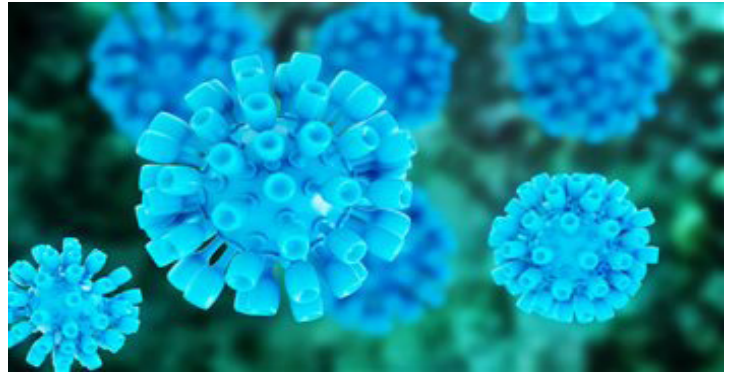
LUTTE CONTRE L'HEPATITE C

Plusieurs associations, dont MdM demandent aux pouvoirs publics la mise en œuvre d'une véritable stratégie nationale de lutte contre l'hépatite C. Communiqué de presse.

« En 2016, 150 millions de personnes vivent avec une hépatite C chronique à travers le monde. L'épidémie reste hors de contrôle. Nous avons pourtant les moyens d'éradiquer le virus, de rétablir la qualité de vie des personnes touchées, d'enrayer les transmissions et de mettre fin à moyen terme à l'épidémie.

La lutte contre l'hépatite C connaît une véritable révolution avec des traitements (antiviraux à action directe) qui constituent une victoire scientifique et médicale majeure mais posent de sérieuses questions d'équité quant à l'accès aux soins dans l'immense majorité des pays.

Les prix prohibitifs exigés par les laboratoires entravent l'accès à ces traitements, alimentent d'intolérables discriminations, pillent nos systèmes de santé solidaires. En France - pour la première fois - les pouvoirs publics ont rationné l'accès aux soins, réservant ces traitements aux personnes à des stades avancés de la maladie alors que les études montrent qu'il est préférable d'initier un traitement précoce avant que le foie ne se dégrade. Le rationnement actuel marque un recul de notre principe même d'accès pour tous à la santé et un dangereux précédent pour l'accès à toutes les nouvelles thérapies à venir, notamment dans le cancer. La majorité des malades reste donc privée de ces avancées thérapeutiques. La société civile se mobilise, comme elle a pu le faire pour l'accès aux traitements contre le VIH et interpelle les politiques.



Les pouvoirs publics possèdent les outils pour assurer un accès universel aux traitements pour les populations concernées. L'accord international sur les droits de propriété intellectuelle qui touche au commerce (ADPIC) prévoit des dispositions spécifiques, considérant que les médicaments ne sont pas des marchandises comme les autres.

En France, le gouvernement détient des outils légaux permettant à l'Etat français d'acheter des génériques indiens ou de les faire produire par des producteurs français (licences obligatoires). En Inde, par exemple, une première combinaison thérapeutique est maintenant fixée à moins de 450 € pour une cure de 3 mois (66 500 € en France).

L'Etat peut également décider de fixer unilatéralement les prix. En 2016, chaque décès lié à l'hépatite C, chaque nouvelle contamination seront les conséquences inacceptables d'une industrie pharmaceutique vorace et d'une politique de santé publique qui sélectionne les malades.

Nous demandons aux pouvoirs publics la mise en œuvre d'une véritable stratégie nationale de lutte contre l'hépatite C, reposant sur la capacité de notre système solidaire d'assurance maladie de pouvoir proposer un traitement à toute personne infectée par le virus. Nous exigeons des industriels du médicament la fin de la mainmise sur l'assurance maladie par une baisse drastique des prix des traitements actuels et à venir.»

ROUCHY : LES ASSOCIATIONS DEMANDENT UN ACCUEIL DIGNE

Les associations de la Coordination Migrants 49, soutenue par le collectif ALERTE, s'inquiètent et dénoncent vivement les conditions de prise en charge des personnes sans domicile stable dans le cadre quasi exclusif de la halte de la nuit de « Rouchy ».

Elles ont interpellé par courrier, une nouvelle fois Madame La Préfet avec force et vigueur sur ce dispositif de mise à l'abri qui ne répond pas aux obligations légales en matière d'hébergement d'urgence.

Après trois années de mise en œuvre de ce dispositif, et malgré de nombreuses interpellations des organisations et acteurs locaux, de graves problèmes persistent : des discriminations et atteinte au principe d'accueil inconditionnel, les conséquences malheureuses de l'absence de prise en charge en journée, des problèmes de santé publique, le coût élevé pour une prestation de faible qualité et des conditions d'accès au site difficiles et obscures.



Face à l'urgence de cette situation, les associations demandent expressément de développer des dispositifs de mise à l'abri adaptés et respectueux, de mettre un terme au dispositif de halte de nuit de « Rouchy » et réduire drastiquement le recours à l'hôtel et de proposer ainsi, à ceux et celles vivant une situation de précarité, une prise en charge digne de ce nom et leur permettant d'envisager des perspectives au-delà de la simple mise à l'abri.

ITINERAIRES DE VIE

Coralie Couetil, bénévole à MdM est aussi photographe. Elle exposera prochainement à la Maison de quartier Bottière son projet photographique « Itinéraires de vie », une aventure originale « d'oser se dire et de se mettre en lumière » au-delà des ruptures à partir du jeudi 3 mars, 17h (heure de son vernissage) à la Maison de quartier Bottière, 1 rue Germaine Tillion à Nantes.

Autre projet de Coralie : Réaliser un projet photographique avec les bénévoles de MdM afin de « vous donner la parole et de vous mettre en lumière ». Intéressés, veuillez vous adresser à Corinne.



AGENDA

1er mars à 18h :

Couverture maladie

3 mars : PPSST

11 mars : Concert au profit d'Amnesty

19 mars 10h30 à 12h30 :
Collège

19 et 20 mars : Migra'son

21 mars à 18h :
Bidonvilles

23 mars 19h: Précarité

29 mars 20h : Angers

18 avril 13h : Groupe de travail Médecine de proximité

19 avril 18h : Formation interculturelité

23 avril : PPSST

MIGRA'SON

Migra'son est un week-end de fête organisé par le collectif MIE. MdM Nantes aura son stand.

Migra'son est organisé conjointement par le Collectif MIE A la Rue et l'association Les Maillés, avec le soutien des associations travaillant avec les migrant-e-s (AJS, Gasprom, LDH, Nantes en résistance...)

C'est l'occasion de sensibiliser le public le plus varié à la situation des migrants en général et à celle des mineurs isolés en particulier.

Le programme détaillé vous sera envoyé lorsque les concerts, théâtre, danse, conte, projections, spectacles pour petits et grands seront prévus.

Le 19-20 mars à Pol'N à Nantes, entrée à prix libre, repas sur place à prix fixe

BONMOISDEMARS!

Pour rappel, le code d'accès à la porte a changé.

2865*